

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 15/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

RHYNOCA

14 Place des Halles
67000 STRASBOURG

Code AIOT : 0003014161

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/01/2026 dans l'établissement RHYNOCA implanté 78 rue de la Plaine des Bouchers - 67000 STRASBOURG.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RHYNOCA
- 78 rue de la Plaine des Bouchers - 67000 STRASBOURG
- Code AIOT : 0003014161
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Les installations de R-HYNOCA à Strasbourg consistent en un poste de livraisons, des installations de stockage, de compression et de distribution de dihydrogène gazeux.

Les installations sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 13/04/2022 complétées par l'arrêté préfectoral du 15/11/2023.

Les installations sont également autorisées pour la production de dihydrogène à partir de biomasse (par thermolyse, craquage et purification), ces installations ne sont pas en fonction.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des installations classées	Arrêté Préfectoral du 13/04/2022, article 1.1.2	Sans objet
2	Locaux de thermolyse, craquage et de purification	Arrêté Préfectoral du 15/11/2023, article 1.2	Sans objet
3	Systèmes de détection	Arrêté Préfectoral du 13/04/2022, article 7.2.1	Sans objet
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 13/04/2022, article 7.2.2	Sans objet
5	Confinement des eaux incendie	Arrêté Préfectoral du 13/04/2022, article 7.3.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité n'a été relevée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des installations classées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/04/2022, article 1.1.2			
Thèmes : Situation administrative, Liste des installations classées			
Prescription contrôlée :			
Rubrique	Régime	Activité	Précisions / prescriptions
3420-2a	A	Production de dihydrogène par thermolyse, craquage et purification à raison de 40 kg/h	La production est réalisée à partir de biomasse forestière non traitée.
4715-1	A	Dihydrogène, la quantité présente sur le site étant de 2 tonnes	La quantité présente est celle en réservoir et en remorque.
2910-A2	DC	Combustion. 1,2 MW.	Combustion étagée de gaz épuré ("offgaz" ou "hypergaz") provenant de la thermolyse de biomasse, sans stockage intermédiaire du gaz. Du gaz naturel peut également être brûlé.
1416	DC	Station-service de distribution d'hydrogène gazeux	Déclarée, indépendamment du projet de production d'hydrogène, le 21 décembre 2020.
(...)			
Constats :			
<p>La rubrique 4715 a été mise en fonction fin 2023. La quantité de dihydrogène sur site était d'environ 500 kg lors de la visite. L'exploitant indique que les 2 tonnes autorisées sont aujourd'hui supérieures au besoin, mais se réserve la possibilité d'utiliser ce tonnage à l'avenir.</p> <p>La rubrique 1416 ne fonctionne que très ponctuellement, à des fins de tests ou de distribution dans un cadre non commercial. Une accréditation de la métrologie légale est attendue afin de pouvoir ouvrir au public la station de distribution d'hydrogène gazeux.</p>			

Les rubriques 3420 et 2910 sont aujourd'hui non exploitées et les installations démantelées. L'exploitant, étant toujours en phase projet, souhaite conserver son autorisation vis-à-vis de ces rubriques afin de pouvoir redémarrer ces activités lorsque l'avenir du projet sera déterminé.

Type de suite proposée : Sans suite

N° 2 : Locaux de thermolyse, craquage et de purification

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2023, article 1.2

Thèmes : Risques accidentels, Risque incendie

Prescription contrôlée :

1.2 Les dispositions de l'article 8.41 de l'arrêté préfectoral susvisé du 13/04/2022 sont abrogées et remplacées par les suivantes :

Article 8.41

Les locaux de thermolyse, craquage et de purification sont semi-ouverts :

- il n'y a pas de parois en façade ouest du local de thermolyse craquage ;*
- il n'y a pas de parois en façades sud du local de thermolyse craquage et du local de purification ;*
- la toiture de ces locaux est ouverte et conçue de manière à permettre en toute circonstance l'écoulement sans retenue des gaz plus légers que l'air.*

(...)

Constats :

L'unité de thermolyse, craquage et purification ne fait plus partie du projet. Les installations ont été démantelées. Cette prescription est inadaptée.

Type de suite proposée : Sans suite

N° 3 : Systèmes de détection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/04/2022, article 7.2.1

Thèmes : Risques accidentels, Détection incendie

Prescription contrôlée :

Les locaux et équipements techniques qui présentent un risque d'incendie disposent d'un dispositif de détection. L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

(...)

Constats :

L'exploitant a présenté, lors de la visite, la liste des détecteurs avec leur fonctionnalité et a informé l'inspection que des opérations d'entretien annuel sont planifiées sur ces derniers. La dernière opération d'entretien date du 15/07/2025.

Type de suite proposée : Sans suite

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/04/2022, article 7.2.2
Thèmes : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, en état de fonctionner et compatibles avec les matières présentes sur le site, notamment : <ul style="list-style-type: none">• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;• de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 2.1.2 ;• d'extincteurs dont un extincteur à roue de 50 kg à proximité de l'installation de stockage d'hydrogène ;• le bâtiment de production est équipé de RIA en nombre suffisant, placés de manière à ce que tout point de surface du bâtiment puisse être couvert par deux jets de lance en position diffusée. (...) L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.
Constats : Afin d'alerter les services d'incendie et de secours, l'exploitant dispose de : <ol style="list-style-type: none">1. La remontée des alarmes à une plateforme de surveillance, opérationnelle en tout temps, qui est en mesure de contacter l'exploitant (disposant d'une astreinte en tout temps) ainsi que les services d'incendie et de secours ;2. L'utilisation des téléphones personnels des employés. L'inspection a pu visualiser sur site, plusieurs plans des locaux affichés à destination des services d'incendie et de secours présentant une description des dangers pour chaque local. Le site est équipé de plusieurs extincteurs, dont un extincteur à roue de 50 kg à proximité de l'installation de stockage d'hydrogène. La dernière vérification périodique de ces extincteurs date du 11/06/2025. Les RIA mentionnés pour le bâtiment de production dans l'article ci-dessus n'ont pas lieu d'être étant donné que le site n'effectue plus d'activité de production.
Type de suite proposée : Sans suite

N° 5 : Confinement des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/04/2022, article 7.3.2
Thèmes : Risques accidentels, Pollution des eaux
Prescription contrôlée : Pour le confinement des eaux polluées d'extinction d'un incendie ou provenant d'un accident, les installations sont équipées d'un bassin de confinement (ou d'un système équivalent) permettant de recueillir des eaux polluées, (...). Les dispositifs correspondants sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. (...)

Constats :

Un bassin de confinement des eaux polluées est présent. Il est adjacent au bâtiment de compression/stockage d'hydrogène, côté sud.

En temps normal, les eaux pluviales transitent par ce bassin avant d'être infiltrées après passage dans un dispositif de séparation d'hydrocarbures.

En cas d'incendie, l'exploitant est tenu de fermer deux vannes de confinement manuelles, chacune disposant de sa clé. Ces vannes sont signalées sur les plans présents dans l'installation.

Type de suite proposée : Sans suite